

**INSTITUT DE RECHERCHES
SCIENTIFIQUES DU CAMEROUN**

I. R. CAM.

LES BUDGETS FAMILIAUX
DU SUD-CAMEROUN
1954-1956

J. BINET
SH. 7

LES BUDGETS FAMILIAUX DU SUD-CAMEROUN

1954-1956

J.BINET

En 1954 une mission d'études m'avait été confiée au Cameroun : je devais y relever une documentation sur les budgets familiaux dans la zone cacaoyère. En 1956, le Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques m'y envoyait de nouveau pour une étude de la sociologie des villes de la région cacaoyère, pour une étude sommaire des budgets familiaux dans le Nord Cameroun et enfin pour établir quelques comparaisons entre la situation des budgets familiaux en 54 et celle qui s'y dégagait de la campagne 1956, année assez défavorable, puisque les cours atteignaient à peine la moitié de ceux de 54.

Cependant il ne s'agit pas d'une enquête systématique comme précédemment. D'autres buts étaient assignés qu'il fallait atteindre. Aussi, en 1956, le plan d'étude fut-il beaucoup moins rigoureux. Un certain nombre de villages visités en 1954 fut visité de nouveau. Mais il fallut en éliminer d'autres, faute de temps. A chaque station, nous nous efforcions de retrouver les anciens enquêtés. Le temps réduit dont nous disposions ne permettait pas toujours de visiter un aussi grand nombre de foyers qu'il eut fallu. D'autre part, certaines familles s'étaient si profondément transformées (émigrations, décès du chef de famille) qu'il ne pouvait plus être question de comparaison. 122 budgets seulement ont été retenus et servent de base à cette étude. Il n'est pas question de considérer une population aussi faible comme représentative de la collectivité des planteurs de cacao, d'autant qu'elle n'a pas été choisie au hasard. En 1954, les 480 budgets étudiés, répartis sur des villages pris dans toutes les subdivisions pouvaient être considérés comme une moyenne des conditions diverses. Les 122 budgets de 1956, eux, ne sont pas susceptibles de donner une approximation sur le niveau de vie de 1956. Ils ne sauraient être comparés sans imprudence aux chiffres de 54. Reflétant les conditions de vies de quelques familles, ils doivent être comparés uniquement aux budgets qui, pour 1954, décrivaient la vie économique des mêmes groupes. Sous ces réserves, des généralisations seront possibles. Si un mouvement se dessine à travers l'étude en 54 et en 56 d'une centaine de cas concrets, il est possible que ce mouvement soit général. Mais prétendre le repérer en comparant un budget moyen établi par la totalisation de 485 budgets de 54 et celle de 150 en 56 serait mauvais : les variations individuelles risqueraient de fausser toute l'entreprise.

Sous ces réserves, la méthode a été analogue. Le questionnaire employé était un peu précisé mais partait du même esprit. Dans deux villages, profitant de jours fériés et grâce à la bonne volonté d'anciens enquêteurs, il a été possible de reconstituer en partie les équipes qui avaient travaillé en 1954. Les résultats pour ces villages ne sont pas différents de ce qu'ils sont pour d'autres, ce qui permet de penser que le changement des enquêteurs n'a pas bouleversé les résultats.

Les chiffres exposés ici décrivent donc la situation de 122 foyers, groupant au total 910 individus. En 1954, les mêmes foyers en réunissaient 958. Sur d'aussi faibles chiffres il ne saurait être question d'échaffauder des hypothèses démographiques et la composition de l'échantillon lors des deux années étudiées n'est pas donnée ici dans un but de comparaison mais pour préciser les idées sur les "Consommateurs" et les "Producteurs" intéressés par l'étude.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

	Hommes		Femmes		Enfants		Total		Par Famille Moyenne	
	1954	1956	1954	1956	1954	1956	1954	1956	1954	1956
FANG	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
BILOUN (7 familles)	10	17	29	36	36	23	75	76	10,8	10,8
MEBA (16 familles)	52	52	83	80	52	54	187	126	11,65	11,61
MEZESSE (14 familles)	29	21	72	73	39	36	140	130	10	9,6
MEYIIA (19 familles)	47	38	70	62	51	51	168	151	8,8	8
AKONO (25 familles)	48	42	64	55	42	48	159	145	6,4	5,8
NKONGZOK (17 familles)	22	24	22	27	27	23	71	74	4,2	4,4
EKOUDOU	44	34	57	57	57	57	158	148	6,6	6,2
T O T A L (122 familles)	252	228	402	390	304	292	958	910	7,9	7,5

Comme on peut le constater, la famille moyenne étudiée se compose de plus de 7 personnes ; soit, en 1954 2,1 hommes 3,3 femmes 2,5 enfants par famille, et en 1956 1,8 homme 3,2 femmes 2,4 enfants. Répartition qui confirme le caractère non-représentatif de l'échantillon, puisqu'en 1954, sur 496 foyers, la moyenne générale était de 5,6 individus par foyer. Plusieurs causes ont pu jouer pour fausser ainsi l'échantillon : tout d'abord les célibataires sont plus mobiles que les familles nombreuses et des enquêtes de cette catégorie ont changé de domicile - ou sont en voyage. D'autre part aucun nouvel enquêté n'ayant été ajouté, la collectivité étudiée a vieilli et s'est donc enrichie d'enfants nouveaux-nés et de femmes récemment

épousées, cependant qu'elle s'appauvriissait de jeunes hommes partis s'installer à part ou de filles données en mariage. Enfin, et bien qu'aucun choix n'ait été fait dans ce but, il est possible que les villages enquêtés se trouvent plus riches en grandes familles que ceux qui n'ont pas été repris.

Si l'échantillon étudié en 1956 ne peut être comparé à l'ensemble de l'échantillon 1954, s'il ne peut être considéré comme pleinement représentatif de la Société du Sud Cameroun dans sa totalité, il reste parfaitement normal de le comparer à ce qu'il était lui-même en 1954. C'est à cela que je me suis limité ici, en étudiant d'abord la variation d'ensemble des recettes et des dépenses, ce qui permet d'avoir une notion sur leur degré d'élasticité, puis en me livrant à une étude détaillée de l'évolution en fonction de divers critères d'âges, de revenus... ce qui pourrait permettre de rechercher les seuils à partir desquels une famille devient susceptible de se livrer à certaines opérations économiques.

- EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES - ELASTICITE

Quelles sont les recettes en 1954, quelles sont elles en 1956 ? Telle est la première question qui se pose si l'on veut voir l'évolution des revenus. La comparaison entre les déclarations de 122 familles lors des deux années en question permet de répondre à la question :

COMPARAISON DES REVENUS

<u>Source de Revenus</u>	<u>1954</u>	<u>1956</u>
Cacao	6.187.335	3.144.510
Autres cultures industrielles	248.010	125.675
Cultures vivrières	282.828	204.115
Elevage et chasse	19.150	39.900
Artisanat	33.475	9.400
Salaires perçus	661.250	627.125
Bénéfices commerciaux	525.000	220.400
Dots	971.000	1.101.000
Cadeaux	129.200	35.500
Remboursement de créances	35.000	50.200
Divers (emprunts effectués)	122.600	208.110
	-----	-----
Total pour 122 familles	9.214.848 (1)	5.765.835
Par famille	75.500	47.250
Par individu		
		.../...

(1) Toutes ces valeurs monétaires sont exprimées en frs. cfa = 2 frs. métrés.

On voit immédiatement que le groupe étudié ici n'est pas représentatif de la totalité de la zone. En 1954 en effet, après une étude menée sur des bases 4 fois plus étendues, je posais le chiffre de 44.500 frs par famille comme revenu moyen, soit un chiffre moins élevé que celui obtenu ici. Ne retenons donc pas les valeurs absolues et contenons-nous de comparer les totaux de 54 à ceux de 56. Ils ne représentent certes pas la situation moyenne des planteurs des régions du Ntém, du Dja et Lobo, du Nyong et Sanaga, de Kribi et du Mbam. Mais ils décrivent les conditions de vie d'une certaine fraction, favorisée probablement, de cette population. Et l'évolution découverte pour cette fraction peut donner des indications sur l'évolution générale.

En effet chacun sait que l'année 1954 a joui des cours très élevés, tandis qu'en 1956, les prix ont baissé considérablement sur les marchés d'Europe ou d'Amérique. Il est donc normal que le revenu d'une région où le cacao fournit les 3/4 des recettes baisse en raison directe de la chute du produit-clef. Avec 155 frs comme cours moyen de 1954 et 53 comme cours moyen de 1956, on peut conclure que le cours a baissé de 65 %, en comptant pour cent le prix de 1954 (1) ou en d'autres termes, qu'il n'est plus en 1956 que 35 % de ce qu'il était en 1954.

Par un calcul semblable, en adoptant l'indice 100 pour les revenus de 1954, il est aisé de constater que ceux de 1956 sont seulement à 63. La baisse des revenus cacaoyers est donc immédiatement sensible quoique moins marquée par la baisse des cours; une analyse des revenus, élément par élément permet de mieux voir le phénomène.

<u>Source de revenus</u>	<u>Revenus de 1956 (par comparaison à ceux de 1954 = 100)</u>
Cacao	51
Autres cultures industrielles	51
Cultures vivrières	73
Elevage chasse	210
Artisanat	28
Salaires	95
Commerce	42
Dot	112
Cadeaux	27,5
Remboursement	140
Divers	160

Ensemble des revenus	63

(1) Il n'en faut pas conclure que le cours de 1954 était le seul normal et que celui de 1956 est aberrant. Je ne connais ni le marché du produit ni son prix de revient et ne puis par conséquent avoir de notion précise sur le prix normal (compte tenu des travaux et investissements exigés). Mais, la méthode de comparaison des recettes et des dépenses de 1954 avec celles de 1956 exigeait que l'une des deux années fut prise comme référence constante. Dans la présente étude, j'ai donc toujours pris 1954 comme indice 100 et lui ai comparé 1956. Toutes les proportions et pourcentages cités ci-dessous sont établis par ce procédé sauf exception dûment signalée.

Etant donné que les recettes fournies par la vente du cacao représentent 68 et 55 % du total des recettes perçues en 1954 et en 1956, les résultats de la chute des cours ne sont pas étonnants et semblent montrer que le circuit commercial fonctionne correctement, sans rejeter sur la production des risques de perte supérieurs aux chances de bénéfice qui lui sont octroyés. Notons d'ailleurs que le commerce s'est vu imposer des taxes de sortie sur une valeur mercuriale datant des années précédentes et par conséquent trop élevée. L'ajustement ne s'est fait qu'en cours de traite (1).

Devant une baisse du prix unitaire, un accroissement de la production aurait pu amener le maintien des revenus à un niveau stable, soit par extension des surfaces cultivées et récoltées, soit par amélioration des rendements. Les statistiques ne semblent pas permettre d'envisager ces hypothèses sur le plan du territoire. Qu'en est-il pour les familles étudiées ici ?

Il est évident tout d'abord qu'une extension des cacaoyères ne saurait avoir de conséquences sur la production avant 6 ans au moins. Le renouvellement des plantations paraît assuré. En effet si l'on estime à vingt ans la vie d'un arbre et si l'on estime qu'il n'entre pas en production avant 4 ans une proportion de quatre jeunes pour seize adultes est nécessaire. Elle était atteinte et dépassée pour les villages étudiés en 1954, si l'on en croit les déclarations collectées. En 1956, la situation est analogue, mais il ne serait guère prudent, comparant le nombre d'arbres déclarés lors des 2 enquêtes d'en tirer des conclusions sur le renouvellement des plantations. En effet ce nombre est un des éléments retenus pour la fixation des catégories fiscales, aussi les interrogés peuvent-ils estimer judicieux, s'ils n'osent pas revenir sur des déclarations anciennes, de majorer le nombre de leurs arbres improductifs en diminuant celui des arbres en rapport.

Aucune indication sérieuse ne peut être fournie à l'aide de nos chiffres sur les rendements et leur variation. Notons cependant, sans y attacher trop d'importance, que l'on peut distinguer parmi nos villages trois groupes : ceux où les du cacao restent à peu près constants de 1954 à 1956 (Méba et Fang Biloun) ceux où ils tombent à 40% de leur ancien niveau (Ekoudou Mezesse) et enfin ceux où la perte est encore plus forte (Meyila Akono et Nkongzok). Les cas particuliers expliquent ces différences : solide implantation du paysannat et de la coopérative à Fang Biloun, activité d'un patriarce suivi par le poste de paysannat de Zoutele pour Meba..., tradition bien installée du travail du cacao chez les Boulous de Mezesse - mais on n'en peut tirer de conclusion sur l'efficacité des postes de paysannat : Ekoudou et Nkongzok en ont un et sont très touchés par la régression. (Voir Tableau III).

Dans des entreprises de type occidental, la baisse subie sur un produit peut être compensée par le développement d'autres productions, au moins par leur maintien à un niveau constant. Il n'en a pas été ainsi dans notre région, bien que la monoculture n'y soit pas aussi marquée qu'on le dit souvent. Chacun possède en effet des champs d'arachides, de maïs, de macabos ou de patates, beaucoup possèdent des palmiers. Lorsque les cours du cacao ont baissé, en 55, aucune extension compensatrice des autres emblavements ne semble tentée.

(1) Pour la campagne 1955-56, aucun fonds de stabilisation ne fonctionne.

La production de palmistes ne s'accroît pas de façon sensible et cependant les experts estiment que les fruits ne sont pas récoltés et préparés. Tout se passe comme si la chute du cacao, au lieu de stimuler les énergies déclenchait un engourdissement général de l'économie africaine. Lorsque la conjoncture est favorable, l'apport d'une masse de numéraire entraîne une multiplication plus que proportionnelle de l'activité économique, et des revenus de chacun. A l'opposé, la baisse du cacao paraît amener la chute de diverses autres recettes.

La lecture du tableau III montre bien cette influence. Les cultures industrielles relevées ici sont le café et les palmistes. Leur recul par rapport à 1954 n'est guère explicable. Depuis l'entrée en scène des détersifs et produits sulfonés, le cours des palmistes est faible : les africains estiment qu'il ne paie pas le concassage. La production est donc très limitée. Faut-il voir l'amorce d'une reprise de cette production dans les recettes bien modeste déclarées à Akono, Nkongzok ou Ekoudou. Fang Biloum est depuis quelques années producteur de café: les 16.250 frs de cultures industrielles en sont la trace. La baisse constatée par rapport à 1954 traduit-elle un mauvais entretien des plantations, une insuffisance de main-d'oeuvre à la récolte ou des conditions climatériques défavorables ? Les ressources fournies par les cultures vivrières sont mal connues. En effet les productions, donc les ventes, s'échelonnent tout au long de l'année; en conserver le souvenir est bien difficile. D'ailleurs, ce sont le plus souvent les femmes qui cultivent et vendent les produits alimentaires et elles sont plus difficiles à interroger que les hommes. Aussi, en indiquant que les revenus des cultures vivrières ont diminué et ne sont que 73% de ce qu'ils étaient en 54 ne faut-il pas se laisser duper par une fausse précision. Plus que jamais il s'agit là d'une approximation. Un recul de cette activité paraît absurde : la population n'ayant pas diminué, il faut bien la nourrir. Aucune enquête sur les prix n'a eu lieu, mais en fréquentant les marchés, rien de net ne paraît avoir été observé en ce sens. Il est possible que dans certains foyers les produits "riches" aient été remplacés par des produits pauvres (ignames remplacés par macabos par exemple). Un autre facteur peut jouer : en période de prospérité le tourisme est intense et les voyages sont moins nombreux quand l'argent se fait plus rare. Avec les déplacements la demande de vivres est active : les voyageurs achètent au long des routes, les paysannes vont à la ville et justifient leur fantaisie en emmenant une corbeille de fruits ou de légumes à vendre sur le marché. Tout cela diminue en cas de dépression, ainsi s'explique probablement la baisse des revenus vivriers à Fang-Biloum, Ekoudou, Meyila. La liaison entre les transports et la production serait certaine. N'est-ce pas grâce à une nouvelle ligne de cars que Mezesse a pu développer ainsi ses ventes ? Le maintien du poste au niveau ancien ou son amélioration dans 4 villages sur 7 est un élément intéressant mais les chiffres sont bien trop faibles pour compenser la moins-value du cacao.

Nul ne s'étonnera que les bénéficiaires commerciaux aient subi une baisse importante : cela reflète la baisse du pouvoir d'achat de la clientèle, l'artisanat subit la même évolution. Il serait cependant audacieux de conclure. En effet pour les revenus qui ont un caractère un peu extraordinaire, on se trouve en présence de cas individuels, trop peu nombreux pour être réduits à une moyenne. La diminution des cadeaux est parfaitement logique : les donateurs gênés diminuent leurs largesses.

Par contre, d'autres restent à un niveau constant, les dots ne diminuent pas semble-t-il malgré tout l'effort d'éducation mène depuis quelques années, la législation (D. JACQUINOT) permettant aux époux d'obliger les parents à accepter des taux raisonnables n'a donc pas encore en tout l'effet désiré. L'accroissement des remboursements prouve que les créanciers, ont besoin d'argent eux aussi. Les revenus divers sont des emprunts ou des participations aux sociétés d'épargne. Le développement des ressources tirées de l'élevage et de la chasse ne doit pas faire illusion : les recettes sont infimes d'une part et d'ailleurs il peut s'agir d'aliénations de capital plutôt que d'un revenu normal. En 1954, le petit élevage apparaissait dans un seul budget avec un rapport de 12.000 Frs pour la vente de moutons. Ici, les recettes sont plus fortes et réparties dans 7 budgets (27.600 frs). Jusqu'à présent, les chèvres, porcs et volailles étaient réservés aux cadeaux et prestations traditionnels, aux repas cérémoniels. Deviendront-ils objets de commerce ? Depuis la diffusion du cacao, les querelles entre planteurs et éleveurs sont incessantes : les chèvres mangent les arbrisseaux. L'usage des clôtures, jadis imposé pour des raisons de défense, a reculé et rares sont les plantations encloses de haies. S'il y a des difficultés, on préfère se débarrasser des bêtes qui ravagent et ne rapportent pas. Il est probable que l'agriculture se trouverait bien d'une association culture-élevage et que la protection des sols serait mieux assurée si des haies vives étaient plantées. Si le bétail devient objet de commerce, on peut espérer un retour de l'opinion en faveur de cette activité. J'ai pu constater en 1956 que des paysans après avoir tué un cochon le mettaient en vente par morceaux offerts au voyageur sur la route. Est-ce là le symptôme d'une évolution, la naissance d'une activité économique nouvelle qu'il faudrait pouvoir encourager.

B/ Dépenses .

Les dépenses évoluent bien entendu dans le même sens que les recettes et diminuent à peu près dans les mêmes proportions .

Comparaison des dépenses en 1954 et 1956

<u>Chef de dépenses</u>	<u>1954</u>	<u>1956</u>
Alimentation locale	424.935	355.285
Boisson locale	51.790	26.110
Alimentation importée	345.960	251.260
Boisson importée	150.490	88.690
Pétrole	183.740	84.720
Savon	78.635	63.805
Divers entretiens		11.995
Médicaments	101.460	98.715
Tabac	48.530	44.075
Allumettes		15.815
Divers (parures, papeterie)		20.715
Ustensiles ménagers et petit outillage	182.685	113.370
Equipement	718.000	257.915
Artisanat		22.130
Main d'oeuvre	114.025	207.150
Mobilier	76.925	56.580
Matériaux	812.880	710.800
Literie) 121.215	122.400
Linge de maison		27.715
Vêtements d'hommes		158.665
Vêtements de femmes) 671.708	358.445
Vêtements d'enfants		74.065
Transports	179.520	101.610
Cadeaux) 645.515	213.125
Aumônes - Missions		25.960
Education	81.045	171.045
Dot	1.164.440	923.500
Remboursements	113.450	270.400
Impôt	<u>451.465</u>	<u>485.845</u>
Total pour 122 familles	7.718.413	5.361.950
par famille	63.200	44.000

En 1956, les dépenses sont donc 70 % de ce qu'elles étaient en 1954. Elles ont diminué moins vite que les revenus, cela peut s'expliquer aisément : devant des ressources moindres, le public a renoncé à économiser; ce qui lui a permis de ne pas limiter aussi rigoureusement ses achats.

Obtenus à l'aide d'un questionnaire s'inspirant du précédent, les chiffres doivent être susceptibles de comparaison avec ceux de 1954. Dans un but de précision pourtant, certaines rubriques ont été modifiées et développées, comme cela se remarque sur le tableau précédent. D'ailleurs, lors de l'étude précédente, certaines ventilations ont été effectuées, dont l'imperfection s'est révélée par la suite. Ainsi les objets d'artisanat local ont été parfois inclus dans les ustensiles, tandis que certains salaires payés à des ouvriers agricoles ont été classés avec les cadeaux. Il s'agissait de dépenses peu importantes, aussi ai-je pu effectuer un dépouillement exhaustif des documents anciens. Les postes artisans et main-d'oeuvre sont donc difficilement comparables à ceux de 1954. Les autres postes, sauf erreurs, sont composés des mêmes éléments lors des deux enquêtes.

Comme pour les recettes, comparons une à une les diverses sources de dépenses et voyons dans quelle mesure les besoins ont été satisfaits, en prenant comme base de référence 1954.

Dépenses de 1956 (par référence à celle de 1954 = 100)

Alimentation locale	84
Boisson locale	50
Alimentation importée	72
Boisson importée	59
Pétrole	45
Savon	80
Divers entretiens	
Médicaments	96
Tabac	91
Allumettes	
Divers (parure, papeterie)	
Ustensiles, petit outillage	62
Equipement	36
Artisanat) 180 (?)
Main d'oeuvre	
Mobilier	74
Matériaux	88
Literie et linge de maison	122
Vêtements	35
Transports	55
Cadeaux, aumônes	37
Education	210
Dot	91
Remboursements	240
Impôt	108
Ensemble...	70 % de 1954

Pour les besoins incompressibles, les dépenses sont égales à celles de 1954. Pour d'autres, les achats seront réduits, comme les ressources se trouvent réduites et certains même seront plus comprimés encore : ceux sur quoi portent les économies. A l'opposé, des dépenses sont plus importantes en 1956 : besoins nouveaux qui revêtent aux yeux du public un caractère de nécessité absolue.

Pour les remboursements, la chose s'explique aisément : les emprunts sont fréquents, dans les milieux africains. Mais lorsque l'année est mauvaise, les créanciers cherchent à obtenir le paiement de ce qui leur est dû. Nous avons déjà décelé ce mouvement à propos des revenus.

L'accroissement des dépenses d'éducation est symptôme intéressant : les écoles se sont multipliées, l'appétit d'instruction a grandi. Jusqu'à présent, les enfants pouvaient recevoir dans des écoles rurales une instruction qui paraissait suffisante et n'entraînait pas de gros débours. Aujourd'hui, on vise plus haut et l'on veut aller au lycée. Cela entraîne des frais d'entretien importants, des achats de livres... Quarante familles étudiées sont dans ce cas et le poste d'éducation se trouve ainsi alourdi (1).

Du point de vue de l'intérêt général, il est souhaitable que les parents prennent conscience de leurs devoirs à cet égard et comprennent que, même si l'instruction est gratuite, ils ne peuvent pas espérer que leurs enfants seront vêtus, nourris, logés munis de papeterie et d'argent de poche par l'effort des contribuables.

Celui-ci reste considérable : l'impôt (impôt direct) n'a pas diminué depuis 1954, alors que les revenus sont tombés. Il représente 8 % des revenus monétaires des familles étudiées et est une des dépenses les plus importantes.

La stabilité des dépenses d'habitat est un phénomène inattendu. Le désir d'avoir une habitation confortable est nouveau et est né à la suite de campagnes de propagande. On pourrait le croire artificiel, donc fragile. Besoin de luxe, il eût été logique qu'il soit le premier à subir des compressions. Il n'en a rien été. Les achats de literie et linge de maison sont un peu supérieures à ce qu'ils étaient en 1954, les achats de matériaux en sont encore à 88 % et ceux de mobilier (74 %) ont diminué moins que l'ensemble des dépenses. Certes, parmi les objets de literie il y a des couvertures, objets indispensables, mais il y a aussi des matelas ou oreillers (de fabrication locale) des draps, des moustiquaires, des rideaux, des nappes, des serviettes, objets dont on se passait il y a 10 ans et qui témoignent d'un goût accru du confort et du désir d'ornez la maison. Les achats de matériaux prouvent que les constructions se poursuivront. Ciments, tôles, bois sont stockés en attendant que le propriétaire ait assez d'argent pour payer les charpentiers ou les maçons. La moitié des dépenses de main d'oeuvre pourrait être rangée dans la rubrique habitat car il s'agit de salaire payés à des ouvriers du bâtiment.

Les achats de médicaments ne diminuent guère. Soucieux de leur santé, les africains usent volontiers de médicaments : fortifiants, aspirine, sirops divers et pommades sont vendus sur les marchés.

1) Sous cette rubrique ont été classés les frais de caractère scolaire (écolage, matériel scolaire, pensions payées aux écoles). Bien que je me sois efforcé de ventiler les dépenses selon leur destination finale il est possible que des dépenses d'entretien (vêtements) y soient comprises les pères de famille font mal la distinction.

Aucun fumeur ne s'étonnera de la constance des achats de tabac. Jadis chacun cultivait son tabac, mais l'usage des cigarettes est maintenant général. Comme partout, ce plaisir devient nécessité et sa satisfaction passe avant celle des besoins alimentaires.

Les achats de produits alimentaires locaux sont seulement 84 % de ce qu'ils étaient en 1954, ceux de produits alimentaires importés de 72 %; ils diminuent donc à peu près en fonction de la diminution des revenus. La préférence donnée aux produits locaux montre que la viande fraîche et le poisson fumé apparaissent plus nécessaires que le stockfish, le pain ou les sardines. Cependant, la gamme des produits achetés/étendue : sucre, nescafé, lait condensé... s'y trouvent encore. reste

La consommation de savon diminue, mais moins que les revenus, preuve que les soucis d'hygiène et de propreté sont très grands : aucune économie importante n'est possible dans ce domaine.

Sur les ustensiles ménagers (casseroles, verrerie, couverts, etc...) par contre, une limitation de la consommation est possible. Elle est facilitée il est vrai du fait que les achats avaient été importants les années précédentes : des objets de ce genre peuvent durer plusieurs années sans usure.

Les boissons sont moins nécessaires encore. La morale et la santé y trouvent leur compte. Mais on peut toujours craindre que les déclarations ne soient faussées par le désir de paraître sobre et vertueux.

Le chapitre des transports subit aussi des amputations : il n'atteint qu'à la moitié du total de 1954. On peut semble-t-il s'en réjouir car le temps et l'argent perdus en "tourisme" sont considérables.

On peut s'étonner de voir un besoin essentiel comme celui d'éclairage aussi fortement restreint (45%). Quoi de plus essentiel que de pouvoir s'éclairer ? Mais il faut se souvenir que les Africains lorsqu'ils en ont les moyens laissent volontairement une lampe brûler en veilleuse toute la nuit. Dépense considérable et, il faut le dire, inutile. C'est probablement en limitant les heures d'éclairage à ce qui est nécessaire que des économies ont été possibles.

Sous la rubrique équipement, faute d'un mot meilleur, j'ai groupé tout le matériel coûteux et durable (vélos, lampe à pression, phonos ou T.S.F.). Il ne s'agit malheureusement pas de biens susceptibles d'accroître la production. C'est pourquoi les limitations considérables de ces dépenses (réduites à 35 % de leur taux ancien) n'ont pas un caractère fâcheux pour l'avenir économique du Pays).

Si le chapitre "Vêtements" a pu subir des amputations égales, c'est que son aspect parure est souvent plus important que son côté utilitaire. Sans être nu et sans avoir froid, le planteur a préféré consacrer moins d'argent à son élégance.

Enfin, les cadeaux, aumônes et dons aux missions ont beaucoup diminué.

Tous les chiffres précédents sont établis pour l'ensemble des 122 familles. Il peut être intéressant de les présenter village par village.

Dépenses de 1956 par nature et par village (pour 1 famille)

	Fang	Meba	Mezesse	Meyila	Akono	Nkongzok	Ekoudou	moyenne
	Bilour							générale
Alimenta- tion locale valeur abso- lue	4120	4640	6600	3050	2560	1715	378	2900
% comparé à 1954	94	124	130	96	50	48	48,5	84
Boisson lo- cale. Valeur abso. %	558 25	87 -	79 -	53 -	360 37	525 72	29 260	213 50
Alimenta- tion impor- tée. Valeur abs. %	2740 59	2490 150	5420 92	2170 64	1050 41	1165 41	1200 95	2060 72
Boissons im- portées valeur abs. %	1160 26	587 128	2510 118	383 170	548 33	618 45	192 35	720 59
Pétrole valeur abs. %	920 80	1395 48	1275 33	908 47	310 68	425 95	275 30	695 45
Savon valeur abs. %	1430 67	970 130	582 50	633 150	250 45	348 102	201 77	520 80
Divers en- retien valeur abs. %	180 -	123 -	122 -	288 -	38 -	29 -	5,50 -	99 -
Médicaments valeur abs. %	2770 144	670 65	840 45	306 28	638 95	558 160	1060 850	808 95

suite

	Fang Bilan	Meba	Mezesse	Meyila	Akono	Nkongzok	Ekoudou	moyenne générale
Tabac								
valeur abs.	1200	134	217	637	210	475	210	361
%	130	240	108	450	27	93	78	91
allumettes								
valeur abs.	255	98	128	162	13	85	85	130
%	-	-	-	-	-	-	-	-
divers								
valeur abs.	345	176	146	275	162	82	115	170
%	-	-	-	-	-	-	-	-
ustensiles								
valeur abs.	1530	1820	1920	980	460	448	372	925
%	38	300	68	38	62	99	30	62
Equipement								
valeur abs.	12100	7490	1690	0	1080	139	62	2110
%	200	73	15	-	29	3	25	36
Artisanat								
valeur abs.	205	265	82	300	126	262	86	182
%	-	-	-	-	-	-	-	-
Main d'oeuvre								
valeur abs.	9250	1400	1180	955	2550	295	717	1700
%							750	180
Mobilier								
valeur abs.	1860	1010	46	0	773	88	250	4630
%	400	1200	3	9	45	43	180	74
Matériaux								
valeur abs.	32700	8600	7980	4540	1490	1558	5440	5820
%	+	112	19	100	270	250	950	88
Literie								
valeur abs.	2650	1940	2000	925	465	530	275	1000
Linge de maison								
valeur abs.	965	635	225	223	69	80	14	226
% cumulés	215	210	180	75	65	99	55	122
Vêtements								
Homme	780	2370	2170	1890	420	1720	392	1300
femme	2500	13400	3500	1680	690	920	490	2930
enfant	143	1530	730	1010	330	475	114	608
% cumulés	15	70	26	27	15	44	20	35

Suite

	Fang Biloun	Meba	Mezesse	Meyila	Akono	Nkongzok	Ekoudou	Moyenne générale
Transport								
valeur abs.	257	920	1970	925	474	1408	171	830
%	12	135	99	36	37	70	39	55
Cadeaux aumônes et dons	1900 0	1001 46	1200 580	380 482	354 45	250 205	29 138	1740 213
% cumulés	7,8	250	13	15	11	6,5	33	37
Education								
valeur abs.	8410	1345	715	3225	265	285	331	1410
%	116	400	200	550	350	380	124	210
Dot								
valeur abs.	35900	8050	29800	5600	16	885	219	7550
%	150	32	210	45	0,4	33	40	91
Remboursement								
valeur abs.	27500	0	215	0	140	0	2960	2250
%	20000	-	+	-	10	-	2800	240
Impôt								
valeur abs.	3500	4155	3800	4500	3635	4300	3350	4010
%	93	130	90	130	83	106	130	108

Une vue d'ensemble de l'évolution de 1954 à 1956 permet de distinguer l'ordre de priorité que le public attribue à ses différents besoins et de mesurer l'élasticité des différentes dépenses.

Mais une étude plus détaillée, famille par famille, permet de voir quelle catégorie d'acheteurs est intéressée par chaque type de marchandise et quels critères d'âge, de richesse etc... agissent sur leurs décisions.

La comparaison des recettes et des dépenses peut permettre de savoir quelle est leur degré d'élasticité. Mais il serait également intéressant de rechercher si les mêmes individus constituent pour une marchandise donnée une clientèle constante, en d'autres termes d'étudier quels sont les besoins généraux et constants, et quels sont ceux qui, tout en n'affectant qu'une fraction du public, ont cependant un caractère de permanence. Il conviendrait de rechercher ce qui caractérise la clientèle ainsi définie : il est possible en effet que certains besoins n'apparaissent que dans certaines conditions d'âge, de revenus, d'importance numérique du groupe familial. Pour les besoins affectant la population entière d'ailleurs, l'étude des variations des achats en fonction de certains critères (d'âge, de revenu, etc...) peut mettre en évidence certains seuils, certaines conditions nécessaires au développement de recettes et des dépenses.

D'où une double recherche : celle de la constance de la clientèle, et celle des seuils économiques, pour les besoins les plus généraux comme pour ceux limités à un petit groupe.

Constance de la clientèle.-

Si au lieu de considérer le volume global des achats effectués nous considérons le nombre des foyers intéressés, il est possible de connaître, parmi nos 120 familles

- 1°/ celles qui ont effectué telle catégorie de dépense en 1954
- 2°/ celles qui l'ont effectué en 1956
- 3°/ celles qui l'ont effectué pendant chacune des 2 années considérées

il sera possible de voir la stabilité de la clientèle.

- Répartition des dépenses selon le nombre des foyers -
les affectant sur un total de 122.

Nature des Dépenses	Nbre de foyers : concernés en 54 (N) Clientèle	Nbre de foyers : concernés en 56 (N) : constante et	Nbre d'acheteurs : déjà acheteurs : en 1954 (N") : universelle	% d'ache- teurs anciens : N" pour : 100 N
<u>Pétrole</u>	114	115	112	98
<u>alimentation</u>				
<u>importée</u>	117	108	105	97
<u>Vêtements</u>	115	101	97	95
Savon	112	106	97	91
Aliment .locale	109	115	102	90

.../...

Nature des Dépenses	Nbre de foyers : concernés en 54 (N)	Nbre de foyers : concernés en 56 (N)	Nbre d'acheteurs : déjà acheteurs : en 1954 (N")	% d'ache- teurs anciens N" pour 100 N
	<u>Clientèle</u>	<u>limitée et</u>	<u>constante</u>	
ustensiles	82	80	61	76
Boisson imp.	71	65	49	75
Cadeaux	61	27	20	75
Transports	70	65	45	67
Tabac	51	50	30	60
Médicaments	65	71	42	59
	<u>Clientèle</u>	<u>changeante</u>		
Leterie linge de maison	61	72	34	47
Boisson locale	31	44	20	45
Matériaux	24	24	9	37
Dot	30	23	7	30
<u>Education</u>	20	40	9	23
<u>Equipement</u>	57	26	6	23
<u>Mobilier</u>	19	22	1	4,5

Certains besoins sont à la fois généraux et constants, en d'autres termes toutes les familles font des dépenses pour les satisfaire en bonne comme en mauvaise année ; l'alimentation locale et importée, le pétrole, le savon, les vêtements sont achetés, par tous, encore que les sommes qui y sont consacrées puissent être réduites.

D'autres besoins, sans être constants, ont un caractère de permanence, mais ils ne concernent qu'une clientèle limitée, toutes les familles n'achetant pas de boissons importées, mais parmi celles qui en ont acheté en 1956, les 3/4 étaient déjà consommatrices en 1954. Il en est de même pour les médicaments, les transports, le tabac, les ustensiles et les cadeaux. Lorsqu'une question de goût ou de situation personnelle est en jeu, cela se conçoit bien : malades en 1954, des familles sont encore malades en 1956 et consomment des médicaments. Les fumeurs continuent à satisfaire leur habitude. La présence dans cette catégorie des frais de transports, des achats d'ustensiles et des cadeaux paraît déroutante.

On a tendance à croire en effet que le goût des voyages est général en Afrique. En serait-il autrement et seule une fraction de la population serait-elle atteinte de cette manie migratoire ? Allons plus loin et demandons-nous si les déplacements ne répondent pas à une nécessité qui n'atteint que certaines familles en raison de leur situation géographique ou sociale, de leur écartèlement avec l'émigration ? Ne manifestons pas trop d'optimisme pourtant : ces frais de voyage qui atteignent une clientèle limitée et constante ne décrivent pas tous les voyages, mais seulement les voyages onéreux. Les déplacements gratuits (à pied, en bicyclette ...) n'apparaissent pas ici.

Il est réconfortant de constater que la clientèle des boissons importées est limitée, mais il est inquiétant de constater qu'elle est constante : la moitié des familles ont déclaré des dépenses pour achat de vin, bière, alcool. En 1954 les "buveurs" étaient déjà les mêmes. Ici encore il est possible de constater que les goûts sont individualisés.

Le caractère limité de la clientèle des ustensiles est aussi étonnant. Il serait logique que la clientèle soit limitée, chaque année et se renouvelle d'une année à l'autre; les ustensiles ne sont pas usés en un an et l'on pouvait supposer que la famille ayant acheté des marmites, assiettes, etc... en 1954 n'aurait pas besoin d'acquérir des objets de cette catégorie en 1956. Il n'en est pas ainsi, puisque les 3/4 des acheteurs de 1956 avaient déjà été acheteurs en 1954. Faut-il invoquer la diversité des ustensiles et rappeler que rien ne dispense l'acheteur de verres de 1954 d'avoir besoin d'assiettes en 1956 ? Faut-il penser que le délai d'amortissement est plus bref que nous ne le croyons et qu'après deux ans le matériel doit être renouvelé aux 3/4 ? Faut-il penser qu'une fraction seulement de la population vit avec des ustensiles importés, l'autre se contentant d'ustensiles artisanaux ? Hypothèse que contredit la visite de n'importe quelle habitation. Mais dans cet ordre d'idée une autre explication est possible : une fraction de la population vit en se servant d'ustensiles en métal, de vaisselle émaillée... l'autre fraction se sert de porcelaine et de verres plus fragiles. Serait-ce cette catégorie de raffinés qui serait amenée à des dépenses plus régulières de renouvellement ?

La présence de cadeaux parmi les dépenses régulières d'une fraction limitée de la population est moins étonnante. Il serait assez logique que l'obligation de distribuer des cadeaux ne concerne pas toutes les familles mais seulement celles qui ont une clientèle à entretenir ou au contraire des "patrons" à amadouer.

Après les dépenses concernant un groupe constant (général ou non de notre population), voyons celles qui, au contraire, ne sont pas effectuées, d'une année sur l'autre, par les mêmes familles. Parmi ces achats à clientèle changeante, nous distinguerons ceux à clientèle en accroissement de ceux dont la clientèle semble se réduire.

C'est dans cette dernière catégorie qu'il faut ranger les dépenses d'équipement et de dot. Il est normal que les familles ayant fait des dépenses de ce genre en 1954 n'en fassent pas de nouvelles en 1956. Marié, l'homme ne dotera pas une seconde épouse avant un certain délai. La réduction du nombre de foyers concernés traduit-elle la diminution des recettes ? Le volume probable des dépenses faites au titre de dots est de 90 % de ce qu'il était en 1954, mais le nombre de familles intéressées est de 75 %. Comment expliquer cette discordance ? La prospérité de 1954 a-t-elle permis à certains d'achever le règlement d'affaires matrimoniales déjà résolues où restait seulement une soule à payer ? Tandis qu'en 1956, avec les difficultés financières, les mariages nouveaux ont été conclus avec les versements indispensables qu'ils entraînent.

Pour les dépenses dites d'équipement, pas de difficultés : la clientèle a diminué de moitié tandis que le volume d'argent consommé diminuait de 65 %. La clientèle est en grande partie renouvelée, ce qui est normal, s'agissant de biens durables (bicyclettes, phonos, lampes à pression).

Les achats de matériaux (tôles et ciment) sont effectués par une clientèle en grande partie renouvelée, ce qui est normal puisqu'il s'agit de denrées dont l'amortissement est fort long. La constance du nombre total des acheteurs, jointe à la constance du volume des sommes consacrées à ce besoin forment d'excellents symptômes : le goût du bâtiment demeure malgré les difficultés financières et le besoin d'habitations paraît maintenant solidement enraciné. 20 % des familles ont acheté quelques matériaux et 65 % des acheteurs n'avaient pas effectué de dépenses de ce genre en 1954. Certes tout cela est bien trop incertain pour que l'on puisse prédire un renouvellement complet de l'habitat dans un délai de 5 ou 10 ans. Mais la tendance mérite d'être soulignée, d'autant plus que l'évolution des achats de mobilier, de literie, de linge de maison va dans le même sens. Clientèle renouvelée, car il s'agit de biens durables, mais clientèle croissante dont le taux de progression est important (12 %) pour la rubrique "literie linge de maison".

SEUILS ET FACTEURS D'EVOLUTION DES DIVERS BESOINS.-

1) Alimentation importée : Portons en abscisses la dépense d'alimentation et en ordonnée le revenu. Le seuil de points obtenus est groupé de façon suffisamment cohérente pour suggérer une ligne moyenne : la dépense d'alimentation varie avec le revenu. En 1954 la courbe part d'une dépense de 875 frs pour un revenu moyen de 8.600frs, pour aboutir à 8.400fr pour un revenu moyen de 325.000 fr. En 1956, les achats d'aliments importés croissent un peu plus rapidement.

Si l'on considère les huit foyers les plus riches, le revenu moyen est de 299.000 F. Pour cette catégorie, la dépense moyenne par budget est de 10.800 fr. Les 14 foyers ayant un revenu inférieur à 5.000 fr dépensent en moyenne 180 fr pour un revenu moyen de 3.000 frs. Plus fortes dans les milieux riches, les dépenses semblent plus faibles dans les milieux pauvres.

Cependant l'évolution du phénomène n'est pas assez régulière pour être représentée par une droite. Dans chacune des années étudiées, la croissance des dépenses en fonction du revenu marque un recul : en 1954, pour les revenus compris entre 100 et 150.000, le nombre des dépenses tombe au-dessous de 6.000 F. En 1956, pour les revenus compris entre 50 et 100.000 f, les dépenses tombent au-dessous de 4.000 F. La progression reprend ensuite, dans un cas comme dans l'autre. Le fait est bien perceptible à travers les tableaux suivants.

REVENUS 1954 ET ACHAT D'ALIMENTS IMPORTES

Revenus	0	0 à 1000	1000 à 4000	4 à 6000	+ de 6000	Total
1 à 10.000 F	2	9	3	0	0	14
10 à 20.000 F	0	7	4	0	0	11
20 à 50.000 F	1	14	21	2	0	38
50 à 100.000 F	1	4	17	6	6	34
100 à 150.000 F	0	0	5	4	1	10
plus de 150.000	1	0	3	3	8	15
Total	5	34	53	15	15	122

REVENUS 1956 ET ACHAT D'ALIMENTS IMPORTES

Revenus	0	0 à 1000	1000 à 4000	+ de 4000	Total
1 à 10.000 F	8	24	4		36
10 à 20.000 F	0	17	5	1	23
20 à 50.000 F	3	11	19	5	38
50 à 100.000 F	1	2	13	0	16
plus de 100.000		1	4	4	9
Total	12	55	45	10	122

Des points remarquables apparaissent : en 1956 les dépenses nulles sont rares pour les revenus supérieurs à 10.000 F. Pour les revenus supérieurs à 20.000 F les dépenses de plus de 1000 F sont la majorité. Enfin la chute des dépenses dans la catégorie de 50 à 100.000 F de revenus est nettement sensible.

Trois seuils apparaissent donc, sans que l'on puisse comprendre à quoi ils sont liés.

ALIMENTATION LOCALE :

Les dépenses augmentent en fonction des revenus en 54 comme en 56, mais une tendance à l'égalisation de la consommation paraît se dessiner : les foyers non acheteurs sont moins nombreux en 56 qu'en 54 et les gros acheteurs également : 17 foyers seulement consacrent plus de 5.000 Frs à des aliments locaux contre 30 en 1954. Mais la majorité dépense moins de 1.500 Frs.

Un facteur géographique semble jouer : dans les villages Ewondo (Akono et Nkongzok) les dépenses s'élèvent plus vite quand les recettes croissent. Tradition alimentaire plus raffinée ? Occasions plus nombreuses ?

PETROLE :

Les graphiques construits avec en abscisse et ordonnées les dépenses de pétrole et les recettes semblent étranges : des points évoquent une croissance en fonction des revenus - mais plus loin d'autres dépenses, beaucoup plus fortes, semblent évoluer séparément. N'y aurait-il pas deux types de clientèle. Le fait paraît sensible en 1954 : la répartition selon les catégories de revenus le montre.

BUDGETS PAR REVENUS ET ACHATS DE PETROLE (1954)

Revenus	dépenses							
	: 0	: 0 à 300	: 3 à 800	: 800 à 1100	: 1100 à 2000	: 2 à 3000	: 3 à 5900	: + de 5900
0 à 15.000	: 4	: 9	: 8	: 0	: 0	: 0	: 0	: 0
15 à 60.000	: 2	: 24	: 17	: 5	: 4	: 0	: 3	: 1
60 à 110.000	: 2	: 14	: 2	: 1	: 0	: 0	: 2	: 3
110 à 150.000	: 2	: 0	: 0	: 0	: 5	: 0	: 0	: 0
plus de 150	: 0	: 0	: 2	: 0	: 1	: 2	: 1	: 9

Le premier groupe achète moins de 2.000 Frs de pétrole par an, le second plus de 3.000 Y a-t-il là dessous une différence d'habitudes (ceux qui éteignent leur lampe) une différence entre grandes et petites familles ? Une autre explication est possible : certains achètent pour revendre à leurs voisins. Un autre fait apparaît : en certains points de la courbe, une regression se marque : ici au niveau de 60 à 110.000Fr aucun acheteur de 800 à 3.000 Frs, alors qu'à la tranche inférieure des revenus il y en a 9 - Les propriétaires de ces revenus sont-ils avares, économiseraient-ils dans d'autres desseins ?

En 1956, l'allure générale de la courbe est un peu différente.

BUDGETS PAR REVENUS ET ACHATS DE PETROLE (1956)

Revenus	dépenses						
	: 0	: 0 à 220	: 220 à 600	: 600 à 1100	: 1100 à 2500	: 2500 à 5000	: 5 à 6000
0 à 11.000	: 3	: 21	: 16	: 0	: 1	: 0	:
11 à 50.000	: 2	: 8	: 35	: 4	: 4	: 0	: 1
50 à 100.000	: 0	: 4	: 8	: 3	: 0	: 0	:
plus de 100.000	: 0	: 1	: 2	: 2	: 1	: 0	: 3

La progression avec les revenus est bien nette. La séparation des deux clientèles reste sensible, ainsi que la regression au niveau de 50 à 100.000 Frs des revenus (pas d'acheteurs de 1.000 à 2.500 frs) alors qu'il y en a 4 dans la catégorie des revenus inférieurs à 50.000.

VETEMENTS :

Ici encore les tableaux de la répartition des budgets par revenus et dépenses donnent une vue de l'évolution des phénomènes.

BUDGETS PAR REVENUS ET ACHATS DE VETEMENTS 1954

REVENUS	0	0 à 2200	2200 à 8000	8 à 14000	14 à 26000	plus de 26
0 à 15.000	5	7	9	1		
15 à 30.000		1	14	4		
30 à 50.000	1	1	6	12	2	
50 à 75.000		2	4	7	9	
75 à 100.000		1	5	3	2	
100 à 150.000			1	2	5	3
plus de 150				2	5	8

Ici encore une chute dans la progression se remarque : les budgets de 75.000 à 100.000 comportent des dépenses vestimentaires inférieures à celles des revenus moins élevés.

BUDGETS PAR REVENUS ET ACHATS DE VETEMENTS 1956

REVENUS	0	0 à 2.000	2 à 8.000	8 à 14.000	plus de 14
0 à 15.000	14	27	9	1	
15 à 50.000	3	16	18	8	
50 à 100.000	2	6	5	0	3
plus de 100	2	0	2	3	1

Le nombre de foyers dépensant plus de 8.000 francs est proportionnellement plus important parmi les revenus de 15 à 50.000 (19%) que parmi les revenus de 50 à 100 (18%) : différence infime qui prend sa valeur si on la compare avec tous les arrêts de croissance signalés ci-dessus. Malgré le caractère sommaire de l'étude (1), on voit qu'un certain nombre de niveaux économiques semblent se dégager : sur les graphiques construits en figurant chaque budget par un point déterminé en abscisse et en ordonnée par les revenus et les dépenses, on voit les points se former en constellations, ici denses et plus .../...

(1) Ce qui a été fait pour les revenus aurait dû être fait pour l'âge, pour le nombre de membres de la famille, pour la qualification professionnelle et sociale, pour le statut matrimonial... et l'aurait été si les exigences d'une affectation n'avaient bousculé ce travail.

éparpillés ailleurs. On presse donc l'existence de seuils, ou niveaux de revenu à partir desquels les dépenses prennent une allure nouvelle, les chiffres 15.000 fr, 30.000, 50.000, 100.000 nous ont semblé à plusieurs reprises susceptibles de limiter des "points critiques" des zones de misère, de médiocrité, d'aisance, de richesse, avec cette bizarrerie que la richesse (Revenu de 50 à 100.000 environ) correspond souvent à une restriction des dépenses. N'en faut-il pas conclure que pour économiser, il faut avoir déjà atteint une certaine saturation des besoins.

ECONOMIES -

Parmi les budgets étudiés, 57 comportent des économies en 1954; en 1956, il n'y en a plus que 24. Le volume de l'épargne varie également en fonction de la baisse des revenus : 779.550 fr.- en 1954, et 116.950 Fr.- en 1956. En 1956, 3,5 % des revenus sont thésaurisés en face de 12 % en 1954 : 20 % des foyers ont des disponibilités, en face de 47 en 1954.

La tendance à économiser subsiste, mais bien réduite par une conjoncture économique défavorable. Caractérise-t-elle un groupe constant de la population, autrement dit retrouve-t-on parmi les "économistes" de 1956 une grande proportion des "économistes" de 1954 ? Sur 24 foyers, 10 avaient déjà des économies monétaires en 1954. La propension à l'économie ne semble donc guère cantonnée dans une fraction stable et constante de la population.

L'épargne varie, comme on s'en doute avec les revenus : en 1956, la répartition est la suivante :

EPARGNE et REVENUS (1956)

Revenus	0	0 à 3.500	Epargne 3500 à 10500	peu de 10000
de 0 à 15000	38	12	3	
15 à 50000	33	6	7	
50 à 100000	10	3	1	1
plus de 100000	1	4	1	

1/ Il faudrait tenir compte des produits stockés alors le total des disponibilités serait plus fort (155.050 au total). En 1954 les stocks de produits semblaient avoir été faibles et pourraient probablement être négligés. Si l'on tient compte des produits stockés, le nombre des foyers titulaires d'épargne passerait de 24 à 40.

En 1954 grâce aux circonstances plus favorables, les sommes épargnées étaient plus fortes.

EPARGNE ET REVENUS (1954)

Revenus	Epargne					
	0 à 35000	35000 à 10000	10000 à 17000	plus de 26000		
de 0 à 15000	20	2	1			
15 à 50000	21	14	5			
50 à 105000	16	6	5	4		3
plus de 105	7	0	5	2		6

Avec l'espérance des revenus, l'épargne se développe considérablement.

CONCLUSION :

A l'issue d'une étude qui par manque de temps n'a pu être menée à son terme, il est audacieux de proposer des conclusions. Sous ces réserves, il est possible de retenir que :

I - Des revenus peuvent être tirés du petit élevage (porcs, moutons, volailles) Encourager cette économie serait souhaitable, fermer les yeux sur les abattages clandestins s'impose, tous les efforts d'amélioration des espèces sont utiles, encourager la commercialisation et la vente en ville par les bouchers de ces produits locaux est recommandable. En outre il serait souhaitable que les tribunaux ne condamnent pas par principe les divagations d'animaux et que l'usage des clôtures pour protéger les pépinières, cultures fragiles retrouve sa vogue.

II - L'échelle des valeurs - et des besoins n'est pas la même qu'en Europe et nous nous étonnons de voir des dépenses que nous croyons indispensables sérieusement réduites (vêtements, alimentation importée). D'une part chaque ferme constitue une cellule autarcique mais en outre les motivations économiques sont probablement différentes : la recherche du prestige paraît plus importante qu'en France. Cette recherche se manifeste par les dépenses liées à l'habitation (mobilier, linge de maison, matériaux) qui restent considérables. Il faut tenir compte de cette tendance : la satisfaction pure et simple de besoins ne suscite pas d'enthousiasme et ne crée pas de joie : pour apporter une satisfaction la dépense doit avoir un caractère fastueux. Aussi les maisons à bon marché du type standard, n'ont-elles guère de chance de conquérir la clientèle.

III - Le recul des achats d'équipement n'a rien d'inquiétant : il s'agit de biens durables mais pas d'outils de production. Il serait probablement possible et souhaitable de diffuser un outillage nouveau et d'équiper les planteurs. Mais la production européenne n'est pas adaptée aux réalités économiques locales. Il est un peu utopique de rêver de tracteurs dans un pays où le revenu annuel est de 60.000 fr. Il faudrait pouvoir offrir au public des outils infiniment moins coûteux, du genre par exemple des motofaucheuses : un planteur peut économiser et arriver à disposer de quelques centaines

de milliers de francs. Il lui est évidemment impossible de disposer du million que coûterait un tracteur. Les achats d'autos et de camions prouvent l'intérêt porté à toutes les mécaniques. Il prouve aussi qu'il n'y a pas d'autre investissement possible sur le marché actuel.

IV - Les ustensiles ménagers sont toujours les mêmes, malgré une amélioration de qualité : les assiettes de faïence remplacent les assiettes émaillées, mais au total le changement est maigre. Et pourtant bien des progrès seraient à faire. Préparer la cuisine est long et pénible. Faciliter le travail des femmes par un outillage adapté serait utile et rentable : en effet chaque heure de travail économisée dans les tâches domestiques pourrait trouver emploi dans les travaux agricoles. Si bien que la mise au point d'un moulin pour écraser les arachides en pâte serait un véritable investissement : économiser temps et fatigue aux ménagères peut leur permettre d'étendre leurs cultures vivrières. Il est étonnant que le commerce n'ait pas procédé à une étude des équipements domestiques. On ne voit pas pourquoi "hachoirs" ou "mouli-Juliennes" ne se vendraient pas, après adaptation aux besoins locaux. Pour faire démarrer ce mouvement, il faudrait tenir compte des données psychologiques exposées ci-dessus et faire de la cuisine bien équipée un objet de fierté. C'est facile maintenant avec l'exemple métropolitain des Arts Ménagers, avec la multiplication des cuisines au butane ou à l'électricité où les maîtresses de maison européennes ne dédaignent pas d'officier elles-mêmes. 1/

V - Une certaine différenciation des genres de vie paraît se faire sentir puisque l'on perçoit des seuils de revenus au delà desquels les dépenses s'organisent de façons diverses : 15.000 Fr - 50.000 Fr - 100.000 Fr semblent marquer pour beaucoup des jalons importants. A propos du Nord Cameroun, j'avais déjà signalé qu'à partir de 150.000 Fr un tournant se dessinait dans les consommations.

VI - Une certaine épargne existe même en mauvaises années. Des Sociétés de crédit mutuel à caution solidaire... (du type de ce qui a été créé à Bafon) peuvent absorber, gérer, redistribuer cette épargne. Mais le crédit ne peut se diffuser tant que des méthodes d'investissements productifs ne seront pas mis au point. Prêter à un planteur pour bâtir une maison d'habitation est utile. Mais l'emprunteur aura peine à rembourser, car il ne crée pas une richesse nouvelle. Au contraire, si un outillage moyen (moto faucheuse, charrues à moteur, pulvérisateurs, engrais) est mis au point et offert au public, le crédit nécessaire à ces investissements sera remboursé assez aisément puisqu'il y a création de richesse.

Le problème est de concevoir des investissements à la mesure des besoins du public et de ses possibilités. Le stade de la daba est dépassé, mais celui du caterpillar n'est pas atteint.

1/ Des travaux d'étude, d'adaptation, de propagande ont déjà été menés par la ligue féminine d'action civique et sociale (Yaoundé 1956).

J. BINET

Paris Décembre 1957